



© PHILIPPE HUGUEN / AFP

Les États généraux des migrations s'invitent à Lyon

- 24 avril 2018 A 11:57
- par [Thomas Frénéat](#)
- [2 Commentaires](#)

Le 28 avril prochain se tiendra une assemblée citoyenne à l'université Lyon 1, dans le cadre des États généraux des migrations. Mobilisées pour un "*changement radical*" des politiques migratoires du gouvernement, plusieurs associations locales y mèneront des débats pour proposer des alternatives à une politique considérée comme trop répressive.

Le rendez-vous est fixé au samedi 28 avril du côté de Grange Blanche, à l'Université Lyon 1. Une dizaine de collectifs participeront à une journée de débats sur les migrations, avec en tête l'idée de proposer des alternatives "*pour un changement radical de politique d'accueil et migratoires*". Les propositions qui en découleront seront rassemblées dans des cahiers de doléances envoyés directement au Préfet. "*L'objectif, c'est de sortir de la réaction et d'être force de proposition*", explique Nan Suel, une organisatrice des États généraux des migrations. Au total, 97 assemblées ont été programmées sur toute la France. Organisées par des associations, elles rassemblent des bénévoles de tous bords, des syndicats, des élus, fonctionnaires, enseignants ou parents d'élèves, tous engagés pour "*une politique d'accueil en*

phase avec la réalité des besoins et les valeurs fondatrices de notre société". Dans le viseur du mouvement, la loi asile et immigration. Considérée comme "l'ultime durcissement d'une ligne répressive", les militants estiment qu'elle "serait un coup de grâce porté au droit d'asile".

Une mobilisation nationale motivée par le silence du gouvernement

À l'origine des États généraux des migrations, le silence du gouvernement. En juin 2017, Emmanuel Macron reçoit une lettre signée par 470 associations, le sommant de revoir sa politique migratoire et d'organiser une concertation avec la société civile sur le sujet. *"Nous demandions l'arrêt des violences envers les étrangers, la fin des délits de solidarité, et surtout que l'on puisse discuter des migrations au niveau national"* explique l'organisatrice. Un an après, rien n'a été fait. Dès lors, les associations ont décidé de s'organiser elles-mêmes pour obtenir la concertation nationale que le gouvernement n'a pas proposée. *"L'idée c'était de dire : vous ne voulez pas nous aider ? Alors on le fera seuls"*, insiste Nan Suel. Pour leur première édition, les États généraux des migrations auront été un franc succès. Depuis décembre dernier, les assemblées s'enchaînent partout en France et selon l'organisatrice, *"les gens y mettent du cœur et travaillent beaucoup pour sortir des idées"*. La mobilisation devrait prendre fin en mai prochain, à l'occasion d'une grande conférence nationale qui rassemblera les travaux réalisés et décidera des actions à mener.